Motion de MM. Jean-Marc Froidevaux, Guy Dossan et Robert Pattaroni: «Pour des élections aux diverses commissions extraparlimentaires, conseils d'administration et conseils de fondation au système majoritaire corrigé par l'introduction d'une référence au système proportionnel».

(renvoyée à la commission du règlement par le
Conseil municipal lors de sa séance du 7 décembre 1999)

MOTION

Considérant:

- que l'article 131 de notre règlement tend à assurer une représentation du Conseil municipal dans diverses commissions extraparlimentaires, conseils d'administration et conseils de fondation;
- qu'il est prévu que le Conseil municipal est alors représenté par plusieurs de ses délégués, sinon à l'Hospice général, cela de manière que les divers courants du Conseil municipal soient pertinemment représentés;
- que, par voie de conséquence, la multiplicité des sièges offerts au Conseil municipal et aux partis qui le composent ne se justifie que dans la mesure où ils permettent efficacement à l'ensemble des courants politiques d'être entendus dans les organes qui ont accepté d'ouvrir leurs délibérations aux représentants du Conseil municipal de la Ville;
- qu'il convient en conséquence d'assurer, à l'avenir, une représentation équitable de chacun des partis ou de chacune des alliances de partis dans le cadre de ces élections;
- que cela peut se faire au moyen de l'introduction d'une correction du suffrage majoritaire par l'introduction d'une référence au système proportionnel déterminant le nombre maximum d'élus par parti ou alliance de partis,

le Conseil municipal décrète ce qui suit:

L'article 131 du règlement du Conseil municipal de la Ville de Genève est complété comme suit:

Alinéa 3 (nouveau)

Les élections prévus au présent article se font conformément aux statuts des sociétés et fondations, subsidiairement aux articles 104 et suivants du règlement. Toutefois, en cas d'élection de plus d'un représentant du Conseil municipal, chaque parti ou alliance de partis ne peut obtenir plus de sièges que ne le permettrait la représentation proportionnelle de ce parti ou de cette alliance de partis au sein du Conseil municipal. Cette disposition n'est pas applicable s'il est prévu un siège par parti ou s'il n'y a pas plus de candidat que de sièges à repourvoir.